



République de Côte d'Ivoire
Union-Discipline- travail



Au service
des peuples
et des nations

Rapport trimestriel

Juillet -Septembre 2018

Numéro du Programme : CIV10-00111156

Fonds : 04120

Titre du Programme : Appui au renforcement de la résilience des populations en Côte d'Ivoire

1. Brève description du Programme

La Côte d'Ivoire subit régulièrement, pendant la saison des pluies, des inondations et des glissements de terrain provoqués par des pluies torrentielles, affectant notamment les zones urbaines côtières comme le district d'Abidjan qui compte plusieurs zones à risque (notamment dans les 132 bidonvilles). Ces risques entraînent des pertes en vies humaines et des dégâts matériels, le déplacement de personnes et la destruction d'infrastructures socio-économiques. Depuis 2009, en moyenne, 13 personnes perdent la vie chaque année dans la ville d'Abidjan en raison de l'inondation. En 2017, 15 décès ont été signalés, 1 139 habitations ont été inondées et 233 maisons se sont effondrées pendant les pluies torrentielles.

En 2018, la situation est encore plus grave car la saison des pluies a commencé tôt. Les fortes pluies qui ont déjà frappé Abidjan les 10 et 11 mai ont fait deux morts et causé beaucoup de dégâts matériels, notamment la détérioration des infrastructures routières dans certaines parties de la ville. Les fortes pluies des 18 et 19 juin ont provoqué des crues subites pouvant atteindre 2,5 mètres de profondeur, affectant de nombreux quartiers d'Abidjan, ainsi que des zones à l'intérieur du pays. Au 29 juin 2018, 22 personnes sont décédées et une personne disparue. Au moins 457 familles ont été déplacées et on estime qu'environ 5 000 personnes ont été touchées. Un nombre encore indéterminé de maisons ont été détruites, certaines routes ne sont pas encore accessibles et les services d'eau et d'électricité ont été interrompus dans certaines localités. Les fortes pluies devraient continuer dans les jours et les semaines à venir, car la saison des pluies s'étend jusqu'à fin juillet.

La vulnérabilité du pays aux inondations est exacerbée par la construction de maisons sur les sites à risque, l'insuffisance de sensibilisation aux risques des communautés concernées, le manque de logements alternatifs dû à la pauvreté, la croissance urbaine non planifiée et l'insuffisance des investissements dans le système d'assainissement. Les mécanismes de préparation, de réduction des risques de catastrophe et de gestion des crises du gouvernement ne sont pas pleinement fonctionnels. En outre, on s'attend à ce que le changement climatique accentue davantage l'intensité et l'occurrence de ces catastrophes dans le futur. Le développement économique du pays, associé à une urbanisation rapide et insuffisamment contrôlée, pourrait accroître la vulnérabilité de la population aux risques de catastrophe et aux risques climatiques.

Pour faire face aux inondations, le gouvernement a rapidement diligenté des actions de réponse. Les opérations de sauvetage des pompiers et de la marine ont permis de sauver plus de 150 personnes. Des postes médicaux d'urgence et de premiers secours ont été installés dans plusieurs endroits. Une aide en vivres et non-vivres a été fournie aux victimes et aux familles touchées. En outre, les mesures d'urgence suivantes ont été prises par le gouvernement: (i) le pré-positionnement des forces mixtes de défense et de sécurité 24 heures sur 24 dans les quartiers touchés et les sites à risque; ii) la mobilisation de 200 camions et de 1 650 soldats, gendarmes et policiers pour déblayer les rues des décombres et autres déchets transportés par les pluies et pour aider la population à nettoyer les habitations; (iii) le curage

systématique de tous les caniveaux, en particulier dans les quartiers immédiatement menacés; iv) la destruction des bâtiments construits dans les bassins d'orage et des installations de drainage et d'assainissement; (v) l'expulsion de personnes vivant dans des zones à risque ; et (vi) des appuis au relogement ont été octroyés à plusieurs familles. Le Gouvernement a également relocalisé les personnes déplacées dans des abris temporaires notamment dans des écoles.

Les organisations humanitaires telles que la Croix-Rouge de Côte d'Ivoire et la plateforme humanitaire du secteur privé ont fourni une aide d'urgence axée sur les interventions immédiates en matière de sauvetage, y compris la nourriture, le logement et les soins médicaux. Bien que des éléments de secours soient disponibles, des défis ont été observés en ce qui concerne la coordination de la réponse, les évaluations des besoins et l'aide au relèvement précoce. Les ressources physiques (nourriture, eau, seaux, matelas, etc.) sont disponibles dans les sites de relocalisation. Cependant, les vivres et non-vivres ne sont pas mis à temps à la disposition des sinistrés. La coordination entre le gouvernement et les autres acteurs humanitaires est insuffisante.

En outre, en ce qui concerne la réalisation des évaluations des besoins, les données en temps réel et les informations consolidées fournies par le gouvernement sur la situation ont été gérées au niveau stratégique. La coordination de la réponse au niveau opérationnel reste encore insuffisante et l'expertise est limitée en ce qui concerne la réalisation d'évaluations fiables des besoins. Il est donc crucial de soutenir les efforts d'interventions. Une solide coordination et des évaluations des besoins sont essentielles pour garantir que les activités de réponse et de relèvement répondent aux besoins réels des populations touchées par les inondations, atteignent les plus vulnérables et renforcent la résilience et la préparation de la population et du gouvernement aux futures catastrophes.

C'est dans ce contexte que le projet d'appui à la coordination et à l'évaluation des besoins des inondations en Côte d'Ivoire a été mis en place pour aider le gouvernement à faire face aux défis relevés ci-dessus.

2. Résultats attendus du Programme

Produit 1 : Les capacités nationales de coordination de la réponse et de relèvement aux inondations sont renforcées

Les activités prévues pour le trimestre 3 sont :

1. Appuyer le rôle de coordination du gouvernement en matière de réponse et de relèvement ;
2. Mettre en place un mécanisme de coordination opérationnelle en vue de faciliter la planification et l'exécution de la réponse et des initiatives de relèvement aux inondations ;
3. Appuyer le mécanisme de coordination opérationnelle pour la distribution des vivres et non-vivres et la gestion des sites d'accueil des sinistrés.

Les activités réalisées durant le trimestre 3 sont :

1. *Appuyer le rôle de coordination du gouvernement en matière de réponse et de relèvement*

Le Représentant Résident du PNUD a conduit le plaidoyer auprès de la Primature en vue de la désignation des animateurs de la plateforme nationale de Réduction des Risque de Catastrophe (RRC). Ainsi, Dr TOURE Kader a été nommé comme Secrétaire permanent de la plateforme nationale RRC, ce qui a permis de renforcer la coordination des sectoriels membres de ladite plateforme et d'améliorer la synergie d'action dans la gestion des inondations.

2. *Mettre en place un mécanisme de coordination opérationnelle en vue de faciliter la planification et l'exécution de la réponse et des initiatives de relèvement aux inondations*

Le PNUD a contribué au renforcement de la coordination intersectorielle des interventions en matière gestion des urgences, à travers le plaidoyer fait auprès des Ministères concernés et qui a abouti à la mise en place d'un groupe de coordination opérationnelle co-présidé par le PAM et la Direction de la Solidarité.

3. *Appuyer le mécanisme de coordination opérationnelle pour la distribution des vivres et non-vivres et la gestion des sites d'accueil des sinistrés.*

L'amélioration de la coordination opérationnelle (mentionnée plus haut) a entre autres permis de réaliser une évaluation conjointe des besoins et de soutenir de manière plus efficace les victimes des inondations de juin 2018, à travers la fourniture de vivres et de non vivres à plus de 500 ménages sinistrés de même que l'assistance médicale.

Produit 2 : L'évaluation des besoins et l'identification des mesures de relèvement sont renforcées

Les activités prévues pour le trimestre 3 sont :

4. Appuyer le gouvernement et les autres acteurs nationaux à l'évaluation des besoins suite aux inondations ;
5. Appuyer le gouvernement et les autres acteurs nationaux à l'identification des initiatives et mesures de relèvement suite aux inondations.

Les activités réalisées durant le trimestre 3 sont :

1. Appuyer le gouvernement et les autres acteurs nationaux à l'évaluation des besoins suite aux inondations

En outre, le PNUD a, de manière conjointe avec la Banque Mondiale et l'Union Européenne, conduit l'évaluation post-désastre des besoins (PDNA) dont les résultats provisoires font état de plus de 5 000 000 000 FCFA de pertes et de dommages et près de 200 000 000 000 FCFA en termes de besoins pour le relèvement et la reconstruction. Il convient d'indiquer qu'une

enquête au niveau des ménages à Abidjan, a permis de collecter des données et information qui ont alimenté le PDNA. 100% des 397 ménages programmés à partir de la population mère issue de la base de données fournie par la Croix rouge de Côte d'Ivoire ont été enquêtés. Dans les communes d'Abobo 101, Cocody 112, Attécoubé 123 et Yopougon 61. Parmi les 203 femmes et 197 hommes ont été enquêtés, 103 femmes et 190 hommes soit 293 personnes étaient des chefs de ménages. Par tranche d'âge, ces 103 femmes chefs de ménages représentent 26% des ménages enquêtés et les 190 hommes en représentent 48%. Ils appartiennent à trois d'âge à savoir en 1er les 25-59 ans, au total 227 personnes dont 77 femmes et 150 hommes, en 2nd les 60 ans et plus au total 63 personnes dont 25 femmes et 38 hommes et en 3ème les 20-24 ans, au total 03 personnes dont 01 femme et 02 hommes. Bien qu'ayant subi des dommages et des pertes, 313 personnes enquêtés soit 79% des ménages ont indiqué avoir une intention définitive de rester dans leur quartier.

Sur l'ensemble des communes, les ménages qui ont été les plus affectés par les inondations sont en 1ère position, ceux de la commune d'Attécoubé avec 123 ménages, en 2nd position, la commune de Cocody avec 112 ménages, en 3ème position la commune d'Abobo avec 101 ménages et en 4ème position la commune de Yopougon avec 61 ménages.

Les dommages et les pertes ont été enregistrés en 1er domaine dans le domaine de l'habitat/maison avec 89% soit 354 chefs de ménages sur les 397, en 2nd celui des Biens 62% avec 248 ménages, en 3ème l'assainissement 31% avec 123 ménages, en 4ème lieu la santé avec 78 ménages, en 5ème lieu l'énergie avec 74 ménages, en 6ème position l'eau avec 57 ménages, en 8ème position l'emploi ou le revenu avec 37 ménages, en 9ème position les décès avec 04 ménages et enfin, d'autres aspects surtout en lien avec des éboulements qui ont détruits certaines maisons surtout dans la Commune de Attécoubé à Mossikro.

En somme, l'exercice du PDNA a constitué un cadre favorable au renforcement du plaidoyer en vue d'une coordination intersectorielle plus accrue en matière de gestion des crises et des catastrophes. Dans la même dynamique, une autre évaluation conjointe (SNU et Ministères techniques sectoriels) des besoins humanitaires résiduels suite aux inondations, a été réalisée et a permis d'asseoir une meilleure coordination des exercices d'évaluation en dotant les acteurs clés du pays d'une fiche/canevas d'évaluation consensuelle des urgences et d'un masque de saisie des données.

2. *Appuyer le gouvernement et les autres acteurs nationaux à l'identification des initiatives et mesures de relèvement suite aux inondations*

L'exercice du PDNA a permis d'identifier les besoins de relèvement et de jeter les bases de la réalisation du plan de relèvement post-inondation en Côte d'Ivoire

Raisons des gaps constatés

- Aucun gap n'a été relevé dans l'exécution des activités.

3. Enjeux majeurs, contraintes et solutions

Enjeux majeurs

Il était crucial de pouvoir respecter les délais afin d'apporter l'assistance nécessaire durant la situation d'urgence liée aux inondations.

Contraintes et solutions

Il n'y avait pas de contrainte majeure durant le trimestre 3 d'exécution dudit projet.

4. Exécution budgétaire

Total Budget : 100.000 USD

SOURCES DE FINANCEMENT	BUDGET ALLOUE USD	BUDGET DEPENSE	TAUX D'EXECUTION
Advanced funds UNDP	100.000	29735,62	30%

Préparé par : *Bernard Brou*

Signature : 

Date : *02/10/2018*